



## Avec la mobilisation du 19 mars sur les salaires, les syndicats de fonctionnaires veulent débloquent le dialogue social

L'intersyndicale de la fonction publique au grand complet s'est retrouvée, le 13 mars 2024, dans les locaux de la CFDT à Paris, pour une conférence de presse en vue de la mobilisation du 19 mars. La demande d'une "revalorisation salariale générale" n'exclut pas plusieurs autres revendications sur le dialogue social. Les huit organisations syndicales demandent notamment l'ouverture des négociations salariales annuelles promises par le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guerini. L'agenda social ne renseigne que peu d'échéances et les représentants du personnel s'impatientent.

"Nous sommes aujourd'hui face à une absence de réponse de la part de nos interlocuteurs, que ce soit le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini, ou de Matignon", alerte Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT Fonctions publiques, lors d'une conférence de presse intersyndicale portant sur la mobilisation du 19 mars ([lire sur AEF info](#)), au sein du siège de sa confédération à Belleville (19<sup>e</sup> arrondissement), dans la salle du conseil national confédéral.

Les représentants des huit syndicats représentatifs des fonctionnaires revendiquent depuis plusieurs mois une revalorisation salariale générale et comptent "faire entendre la voix des agents publics".

### Une annonce "brutale" de coupe budgétaire

En plus de l'absence de revalorisation salariale annoncée pour 2024 – l'ajout de cinq points d'indice à tous les agents en janvier dernier étant une mesure décidée en 2023 – les syndicats déplorent l'annonce "brutale" par Bercy d'un nouveau plan d'économie de 10 milliards d'euros en février, rappelant que ce dernier amputera la masse salariale de 800 millions d'euros ([lire sur AEF info](#)). Ce plan devrait même s'amplifier avec 12 à 20 milliards d'euros de coupes supplémentaires sur le budget 2025 ([lire sur AEF info](#)).

Bien que celles-ci n'affectent pour le moment pas les embauches pour la fonction publique de l'État, certains recrutements seront retardés ([lire sur AEF info](#)). Fait rare, les diplomates ont notamment annoncé rejoindre la mobilisation des fonctionnaires pour contester des coupes estimées à 900 millions d'euros au sein du ministère des Affaires étrangères, malgré l'annonce d'un plan de "réarmement de la diplomatie", un an plus tôt ([lire sur AEF info](#)).

## Une masse salariale en hausse de 6 % ?

"Au final, ce sont les agents qui vont devoir supporter ces réductions de moyens, poursuit Mylène Jacquot (CFDT). Nous rencontrons de grandes difficultés pour obtenir des ministères du dialogue social sur l'impact de ces mesures d'économie." "Dire que les coupes de budget ne vont pas affecter les agents publics, c'est plutôt peu probable", renchérit Fabien Golfier, secrétaire national de la FA-FPT.

"Si l'on regarde l'inflation, qui est très élevée depuis deux ans et demi, il est normal d'avoir une augmentation du budget de la masse salariale", observe Luc Farré, secrétaire général de l'Unsa Fonction publique. Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini, a réaffirmé, lors de son déplacement au salon de l'emploi public, mardi 12 mars, "une augmentation de la masse salariale de 6 % sur le budget 2024".

## FO ne participera pas à la première réunion salariale

Pour Christian Grolier, secrétaire général de la FGF-FO, cette annonce "démontre même qu'il n'y a aucune sincérité dans le dialogue social dans ce gouvernement". Il en veut pour preuve les annonces, dès septembre, de l'ouverture de négociations annuelles salariales dans la fonction publique et de discussions sur les grilles salariales. Près de sept mois plus tard, ces discussions n'ont pas commencé et les syndicats s'interrogent sur l'agenda social 2024, dont une nouvelle version vient de leur être envoyée, mais qui ne renseigne pas encore de date précise ([lire sur AEF info](#)).

Une première discussion avec la DGAFP sur les salaires est toutefois prévue ce jeudi 14 mars avec à l'ordre du jour un premier diagnostic sur l'évolution du pouvoir d'achat. Mais FO, deuxième syndicat représentatif sur les trois versants, a d'ores et déjà annoncé ne pas participer à la réunion, jugeant les conclusions du document de travail de la DGAFP "orientées".

"Nous avons une appréciation très convergente sur le document reçu hier, complète Benoît Teste, secrétaire général de la FSU. L'analyse renvoie à une prise en compte des carrières pour donner l'illusion qu'il y a une évolution du pouvoir d'achat." "Le pouvoir d'achat des fonctionnaires a moins décroché que ce que nous pouvons entendre", a de fait affirmé Stanislas Guerini à la presse, le 12 mars, dans le cadre du salon national de l'emploi public, exprimant sa volonté de "poser les constats" sur cette question ([lire sur AEF info](#)).

Mais pour Benoît Teste, "les données de l'Insee montrent un décrochage de beaucoup d'agents du public par rapport au privé." À noter que les données en série longue sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires sont limitées et ne permettent pas d'analyses comparatives par métiers et filières, comme le démontrait AEF info en novembre ([lire sur AEF info](#)).

## "Les syndicats sont prêts à négocier"

Stanislas Guerini a également précisé le 12 mars vouloir démarrer les concertations sur son projet de loi "dès le mois d'avril". Toutes les organisations attendent ces précisions sur le texte censé réformer en partie le système de rémunération et de carrière des agents publics. "Nous n'avons absolument rien, si ce n'est la rémunération au mérite", note Stanislas Gaudon, président de la fédération services publics de la CFE-CGC. Sur d'autres sujets, comme l'égalité professionnelle, certaines organisations syndicales demandent également des négociations (ce qui est prévu dans l'agenda social).

"Pour nous, cela fait partie des sujets primordiaux, qui n'effacent ni ne concurrencent la mobilisation du 19 mars, confirme Gaëlle Martinez, secrétaire nationale de Solidaires Fonction publique. Comme l'évoque la représentante Solidaires, Céline Verzeletti (UFSE-CGT) plaide pour une "revalorisation des filières à prédominance féminine", comme le recommande notamment le HCE ([lire sur AEF info](#)). "Le ministre doit entendre que les syndicats sont prêts à négocier, appuie Mylène Jacquot (CFDT). Sur le télétravail ou la PSC, les syndicats ont démontré leur capacité à négocier dans la fonction publique. C'est une culture qui se diffuse depuis très peu de temps et qui a du mal à se diffuser chez nos interlocuteurs".

## Un préavis de grève jusqu'en septembre

---

Quelques heures après les déclarations de la secrétaire générale de la CGT sur le dépôt d'un préavis de grève, début avril, couvrant la période des JOP 2024 pour les trois fonctions publiques ([lire sur AEF info](#)), FO a annoncé déposer son propre préavis du 19 mars au 8 septembre pour les trois versants. Ce dernier élargit la mobilisation sur les rémunérations. "Il faut utiliser la période des JO comme un moyen de pression pour aboutir sur d'autres plans, notamment sur le point d'indice et la refonte des grilles indiciaires, alors qu'aucune mesure de revalorisation générale n'est prévue pour 2024", explique Christian Grolier, secrétaire général de FO Fonction publique. Il détaille plusieurs revendications, dont "la revalorisation de 10 % du point d'indice, l'amélioration des grilles indiciaires et des conditions de travail".

---

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'évènements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

### **5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS**

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

**[Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info](#)**

---